

ÉLECTION

Élections fictives dans des écoles de la région

Les jeunes du secondaire ont fait leur choix



PHILIPPE ORFALI
porfali@ledroit.com

Déconnectés de la politique, les jeunes? Même s'ils ne peuvent voter, les élèves du secondaire d'Ottawa-Gatineau suivent avec attention les présentes élections fédérales et s'intéressent de près aux enjeux qui les préoccupent.

Près des trois quarts des élèves de l'école secondaire Mont-Bleu ont participé à un vote fictif, hier, au cours duquel ils devaient choisir lequel des six partis présents dans la circonscription de Hull-Aylmer méritait d'être porté au pouvoir. L'école Mont-Bleu tient de telles élections à chaque scrutin municipal, provincial et fédéral.

« Pour les préparer, on leur a fait lire les journaux et ils ont dû suivre le débat des chefs. Ça leur permet de comprendre qu'ils doivent s'informer et voter afin de prendre part à la vie démocratique », explique l'une des organisatrices du scrutin, l'enseignante Suzanne Gravel.

À l'heure du dîner, trois des « vrais » candidats, le libéral



MICHEL LAFLEUR, LeDroit

Les jeunes de l'école secondaire Mont-Bleu ont voté à 25 % pour les libéraux, 24 % pour le Bloc, 22 % pour les verts, 21 % pour le NPD et 5 % pour les conservateurs.

Marcel Proulx, le bloquiste Raphaël Déry et le vert Frédéric Pouyot se sont présentés dans l'agora de l'école pour répondre aux questions de leurs futurs électeurs.

« C'était bien de pouvoir leur parler directement et de leur poser les questions qui nous

intéressent », a dit Émilie Cyr, une élève qui a voté libéral. « C'est comme dans une vraie élection. Nous devons bloquer les conservateurs », a-t-elle dit. Son ami Sébastien Chevalier, lui, a voté pour les mêmes raisons, mais pour le Bloc. « C'est le parti qui est le plus à même de repré-

senter les intérêts du Québec », a-t-il dit.

5 % pour les conservateurs

Verdict des élèves de Mont-Bleu : le quart d'entre eux ont voté pour les libéraux, 24 % ont voté pour le Bloc, 22 % pour le Parti vert et 21 % pour le NPD. Le

Parti conservateur récolte 5 % dans l'une des plus grandes écoles secondaires de ce château fort libéral.

Ces résultats n'étonnent en rien M^{me} Gravel. « Cette génération est beaucoup plus verte que les précédentes, et il s'agit donc de l'une de leurs priorités. Le Tournant vert des libéraux les a certainement aidés », estime-t-elle.

Même son de cloche du côté de l'école secondaire publique De La Salle à Ottawa, où se tenait mercredi un débat entre les membres des trois principaux partis présents à Ottawa-Vanier.

« Ce matin, il y avait vraiment un buzz des élections à l'école. En salle de classe, j'ai dû interrompre mon cours pour laisser place aux enseignants à ce sujet », a dit l'enseignant Michel Dubeau. L'opposition aux conservateurs était vive chez les étudiants rencontrés. « Comment un jeune peut-il être en faveur d'un premier ministre qui propose d'emprisonner les jeunes de 14 ans et qui se retire de Kyoto? C'est illogique », a dit une élève en 11^e année. Sur les dix élèves sondés, cinq ont préféré le NPD, trois ont voté pour les libéraux de Stéphane Dion et deux ont voté pour le Parti vert.

Éditorial

*Le Droit
10-10-2008*

Une perte pour les francophones



CAROLINE BARRIÈRE
cbARRIERE@ledroit.com

Le conseil municipal d'Ottawa a donné un important coup de balai en congédiant deux de ses cadres supérieurs. Richard Hewitt et Stephen Finnamore se sont fait montrer la porte tandis que le greffier Pierre Pagé quittera ses fonctions en décembre.

Alors qu'une importante restructuration est en cours afin de réduire les dépenses dans l'appareil municipal, le départ de Pierre Pagé constitue une lourde perte pour la communauté francophone. Elle voit ainsi l'un de ses ardents défenseurs prendre sa retraite après 30 ans de bons et loyaux services, dont 16 années à titre de greffier municipal. Considéré comme le chien de garde des services en français et de la politique de bilinguisme, Pierre Pagé laissera un grand vide à l'Hôtel de ville d'Ottawa, où il avait la lourde tâche de rappeler à l'ordre les fonctionnaires qui ignoraient ou «oubliaient» de respecter la politique de bilinguisme. Il n'était pas toujours populaire auprès de ses collègues qui avaient souvent une foule d'excuses à offrir pour justifier leurs erreurs.

Pierre Pagé était responsable de la division des services en français, qui relèvera dorénavant du directeur municipal Kent Kirkpatrick. Nous pourrions craindre que ce changement nuise aux intérêts des francophones mais le conseiller Georges Bédard s'est plutôt félicité de cette réorganisation. Il croit que les problèmes qui seront soulevés seront traités avec davantage de sérieux dans la mesure où ils viendront du bureau du plus haut fonctionnaire de la Ville, plutôt que de celui du greffier.

Le poste de Kent Kirkpatrick est désigné bilingue et ce dernier s'exprime dans un français plus que correct. Certains le considèrent même comme un véritable francophile. Espérons que l'avenir leur donnera raison puisque les attentes sont élevées et qu'une certaine inquiétude est palpable. Nous sommes en droit de nous demander si un éventuel successeur au poste de directeur municipal serait autant dévoué

que lui à la cause des francophones.

Les deux cadres supérieurs qui demeurent toujours à la direction de la Ville après le congédiement de leurs collègues devront, eux aussi, s'assurer que les francophones sont bien servis. Steve Kanellakos et Nancy Schepers auront du pain sur la planche avec les nouvelles fonctions qui leur ont été attribuées. Le premier a déjà démontré qu'il comprenait les problèmes auxquels les francophones sont confrontés, notamment dans les dossiers des loisirs et des services de garde. La seconde aura à faire ses preuves mais tous deux devront trouver le temps d'apprendre le français. Ils y sont obligés afin de remplir les exigences liées à leur contrat et à leur poste désigné bilingue. Si ce critère n'est pas respecté, la municipalité pourrait refuser de leur accorder des hausses salariales.

Selon plusieurs, les temps ont changé à la Ville d'Ottawa et les questions ayant trait aux services en français et au bilinguisme ne provoquent plus de débordements comme ce fut le cas en 2001 lors de l'adoption de la politique de bilinguisme de la nouvelle ville fusionnée. Malgré cette évolution des mentalités, certains remettent périodiquement en doute l'utilité même de la politique ou l'importance d'embaucher un cadre qui soit bilingue. Signe que les choses avancent, la recommandation visant la désignation de 27 % de postes bilingues à Ottawa en mai dernier n'a pas provoqué de tollé. Mais il reste encore beaucoup de chemin à faire pour s'assurer que les Franco-Ontariens puissent recevoir des services dans leur langue, et ce dans tous les secteurs de l'administration municipale. Et il faut également que les francophones se prévalent en tout temps des services qui leur sont offerts.

C'est pourquoi l'engagement des conseillers municipaux — qu'ils soient bilingues ou non — à défendre les droits et services destinés aux francophones demeure un élément crucial dans la mise en œuvre de la politique de bilinguisme. Les électeurs doivent continuer à scruter les agissements de leurs représentants à la table du conseil municipal et le cas échéant, faire pression sur leurs élus afin qu'ils interviennent au besoin.

Le drapeau franco épinglé

Peter Shurman, le député conservateur de Thornhill, a fait des commentaires négatifs concernant le drapeau franco-ontarien.

Je suis très déçu par ces propos. Ils sont particulièrement surprenants de la part d'un député provincial qui, depuis son élection en octobre 2007, a manifesté le désir de devenir membre de l'Assemblée parlementaire de la francophonie.

Pourquoi un député qui souhaite rejoindre les rangs d'une organisation ayant pour objectif de favoriser le rayonnement de la francophonie s'oppose en même temps au fait que la communauté franco-ontarienne possède son propre emblème?

M. Shurman admet que la communauté francophone fait partie de l'un des deux peuples fondateurs de ce pays.

Il reconnaît donc ouvertement

que la communauté francophone a joué un rôle prépondérant dans la colonisation de notre pays.

Le drapeau franco-ontarien ne nous sépare pas des Ontariens qui appartiennent à une autre culture que la nôtre. Il est simplement l'emblème qui rappelle, à notre génération ainsi qu'aux suivantes, les luttes incessantes que les francophones ont dû mener pour obtenir la reconnaissance qu'elle mérite en tant que communauté cofondatrice de ce pays.

Je demande donc respectueusement au député de Thornhill de s'excuser publiquement à la population francophone de l'Ontario en portant fièrement l'épingle du drapeau franco-ontarien en Chambre.

Jean-Marc Lalonde,
Député,

Glengarry-Prescott-Russell

Une nation ou un peuple?

Comment désigner l'ensemble des communautés ou de la communauté franco-ontarienne? Certes pas par l'expression «minorité nationale», comme vient de le faire Gilles Duceppe.

Les étiquettes sont souvent chatouilleuses et il n'est pas toujours facile de trouver l'appellation la mieux appropriée. Pour l'Ontario français qu'on a commencé à appeler l'Ontarie, peut-on suggérer le vocable de peuple franco-ontarien?

Le peuple franco-ontarien est majoritairement composé de Canadiens français, nation fondatrice du Canada, de sang et de culture français, ainsi que de parlants français de diversité culturelle, venus enrichir la société de l'Ontarie depuis une ou deux générations.

Loin de nous l'idée de nous lancer dans un essai terminologique. Le débat est déjà si vieux et remonté aux temps de la Bible, bien avant «l'esprit des nations» de Voltaire.

Certains mots, tels les «minorités», les «francophones» et les «francos», sont toutefois utilisés dans un sens abusif.

Largement diffusé par l'appareil gouvernemental, le mot «francophone» a réduit à la seule dimension linguistique des notions, groupes ou mouvements qui se personnifient par leur culture, une notion bien plus englobante. Ça fait beaucoup trop neutre et imprécis que de parler d'une coutume, d'une invention ou d'une association francophone.

Peuple ou nation? Sujet inépuisable. Livres nombreux. Deux peuples fondateurs en Nouvelle-France: les Acadiens en 1604, les Canadiens en 1608. Peuples issus tous deux de la grande nation française, qui n'était pas encore elle-même unifiée.

Le pays du Canada d'alors, pour sa part, était d'abord constitué du Québec et de l'Ontario (les Pays d'en Haut) d'aujourd'hui. Ce peuple canadien de sang français a donné naissance à l'immense pays de la Louisiane (la moitié sud des États-Unis) avant de s'étendre jusqu'au pied des Rocheuses.

Reconnue par la Société des Nations (1919) puis jusqu'à l'ONU qui a succédé à celle-ci en 1945, la nation canadienne-française a subi un dur coup quand les Canadiens français du Québec sont devenus des Québécois, ce qui a eu un effet de morcellement et de multiplication des vocables, du Franco-Terreneuvien en passant par le Franco-Ontarien et la Fransaskoise jusqu'à la Franco-Ténoise.

Si le but du chef bloquiste est de poursuivre la quête d'un pays français en Amérique, soit, nous le voulons aussi. Mais alors, qu'il ne nous traite plus en minoritaires, Car il lui faudra considérer aussi que le poids démographique du Québec, incluant ses Anglais et ses immigrés, n'est en somme que de 2%.

Yves Saint-Denis,
Chute-à-Blondeau

LeDroit

RÉDACTION
Rédacteur en chef **André Larocque**
Chef des nouvelles **Jean Gagnon**
Adjointe **Lynne Bazinet**

PUBLICITÉ ET MARKETING
Directeur **Claude Tremblay**
Adjoint **Éric Brousseau**
Coord. promotion **Thalie Tremblay**

ADMINISTRATION
Directeur **Patrice**
Contrôleur financier
Adjoint **Maurice P.**

Le Droit 10-10-2008



PLAN DU SITE |  FILS RSS |



CYBERPRESSE.CA | LA PRESSE AFFAIRES | MON CINÉMA | MON TOIT | MON VOLANT | TECHN

DESIGN

Petit design deviendra grand

Le jeudi 9 octobre 2008

[Marie-France Léger](#)

La Presse

Deux designers québécois bousculent les stéréotypes du mobilier pour bébés et jeunes enfants avec leur micro-entreprise AGE Design. Stimulés par le succès de la chaise haute HiLo, dont ils ont vendu déjà 1300 exemplaires, Geneviève Grenier et Patrice Guillemain passent à l'étape finale d'un nouveau produit: un berceau en bois et métal, minimaliste et ultra-léger, inspiré de la chaise berçante Rar Rocker de Charles Eames.

À peine débarqués du ABC Show de Las Vegas, ils s'envolent pour la Biennale internationale de design de Saint-Étienne, en France. «On est vraiment dans une tendance de développement des produits pour enfants. Notre génération a une culture visuelle plus pointue. Elle fait des enfants plus tard et elle a un budget discrétionnaire un peu plus élevé. Les jeunes parents qui ont rénové un appartement ne veulent plus se retrouver avec des objets qui jurent dans le décor», affirme la jeune femme de 32 ans.

Geneviève Grenier et Patrice Guillemain ont créé AGE Design, après la naissance d'Arthur en 2005. Ils avaient compris qu'il leur faudrait dessiner une chaise haute vraiment fonctionnelle et agréable à l'oeil, chose impossible à trouver sur le marché.

«Quand on a commencé à mettre le bébé dans la chaise qu'on avait, on n'arrivait pas à la nettoyer facilement, la nourriture tombait dans les craques, puis il y en avait sous le coussin... On a décidé de faire une pièce de mobilier qui a toutes les fonctionnalités d'une chaise haute, en plus d'être esthétique, simple et contemporaine», souligne Geneviève, qui, en plus du design industriel, a fait deux années de HEC.

Design pour bambin

Le dessinateur du couple, c'est Patrice, 39 ans. Son nouvel objectif: dessiner un berceau contemporain, dont le prix de base se situerait autour de 270\$. Il devait être très léger, en termes de poids aussi bien que visuellement. «La version finale sera prête en mars 2009», a-t-il indiqué.

Un moïse en mousse, auquel on ajoutera des poignées, s'insère dans une fine structure de métal surmontée

d'un arc, rappelant les anciens berceaux. La version de base peut être ponctuée de patins de bois berçant, façon Charles Eames, clairs ou foncés. Ces patins ont un système intégré qui permettent de bloquer le mouvement.

Quant à la chaise haute, elle bascule simplement par un mouvement de pivot et se transforme en chaise de table. Sans froufrou, d'une simplicité désarmante, elle a séduit nombre de petites boutiques indépendantes haut de gamme, au Canada et aux États-Unis. La coque de polyéthylène est fabriquée en Estrie. Pour réduire les coûts, expérience oblige, les designers ont décidé de laisser l'assemblage final des pattes au consommateur. «La chaise va diminuer de prix, elle passe de 345\$ à 299\$.»

Sur Internet: www.agedesign.ca



Partager :



[facebook](#)



[digg](#)



[del.icio.us](#)



[Google](#)

 [Qu'est-ce?](#)

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tout droit réservés.

Prendre l'autobus pour Centraide

Dans le cadre de la campagne de financement de Centraide Outaouais, la Société de transport de l'Outaouais poursuit sa tradition en invitant les usagers à monter à bord de ses autobus au profit de cette importante collecte de fonds.

Pour chaque personne transportée entre aujourd'hui, à 18 h,

et lundi, en fin de soirée, un don de 0,15 \$ sera remis à Centraide Outaouais.

« Comme à chaque année, la STO mène sa propre campagne Centraide auprès de ses employés. Elle pose aussi un geste corporatif en remettant une partie de ses revenus de passagers lors du long week-end de

l'Action de Grâce. Cela représente habituellement un montant d'environ 5000 \$ », a déclaré le président de la STO, Patrice Martin.

La STO espère amasser 20.000 \$ cette année grâce à la générosité des usagers et de ses employés.

LEDROIT

D'autres traces de Listeria chez Maple Leaf

TORONTO — Malgré une augmentation des mesures de contrôle et de désinfection, d'autres échantillons contaminés à la bactérie Listeria ont été découverts à l'usine des Aliments Maple Leaf du chemin Bartor, à Toronto.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a annoncé mercredi soir que des analyses avaient révélé la présence de quatre échantillons positifs sur plus de 2700 échantillons prélevés jusqu'à maintenant. L'agence assure qu'aucun produit provenant de cet établissement ne s'est retrouvé sur le marché. Elle ajoute que tous les produits de cet établissement restent sous son contrôle.

Les opérations avaient été suspendues le 20 août dernier dans cette usine, dans la foulée d'une contamination qui a fait une vingtaine de morts au Canada. La production avait repris progressivement le 17 septembre.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments et Santé Canada approfondiront l'examen scientifique des nouveaux résultats au cours des journées à venir.

Pour sa part, l'entreprise a déjà mis en place des mesures d'amélioration de ses pratiques sanitaires et de la formation du personnel. Elle a également augmenté la fréquence des analyses et de la surveillance.

Le président et chef de la direction des Aliments Maple Leaf, Michael McCain, a affirmé hier

que la bactérie Listeria ne pouvait être éliminée complètement des usines de transformation de la viande et des épiceries.

« Aucun risque »

Il a estimé que l'élimination de la Listeria de l'industrie de l'alimentation est un « objectif impossible ».

La présence de la bactérie a été découverte à la suite de l'écllosion ayant coûté la vie à 20 personnes et forcé la fermeture et la décontamination de l'usine torontoise.

M. McCain a assuré qu'aucun produit actuellement en cause n'a été distribué, et que la population ne court aucun risque.

Les activités à l'usine avaient été suspendues le 20 août à l'usine de Bartor Road. Elles ont repris progressivement le 17 septembre.

L'action de Maple Leaf a reculé hier de 42 cents, soit 5,4 %, à la Bourse de Toronto, pour clôturer à 7,32 \$.

LA PRESSE CANADIENNE

Student says U of O snubbed offer to reveal security flaw in new pay stubs

Electronic documents are easy to crack, PhD candidate claims

Brendan Kennedy

The Ottawa Citizen

Friday, October 10, 2008

Carleton is not the only Ottawa university vulnerable to hackers, says a University of Ottawa expert who claims he easily cracked his school's new electronic pay-stub delivery system.

Aleks Essex, a 27-year-old PhD candidate in the school of information technology and engineering, said he offered to demonstrate to the university's human resources department how its new system could be hacked, but "they just blew me off."

He said Carleton is likely to improve its security "because they got the bad press," but U of O barely responded to his more polite warnings.

Mansour Moufid, a 20-year-old second-year math student at Carleton, accessed the Campus Card accounts of 32 students. In September, he delivered a 16-page report to the university, using a pseudonym, to show how he had done it, urging them to improve security. He was criminally charged by police for mischief to data and unauthorized use of a computer, and is scheduled to appear in court Oct. 15.

Mr. Moufid was also disciplined by Carleton, but has decided to leave the university.

"Where's the middle ground between getting action and not causing a big problem for everybody?" he said, admitting it usually takes more drastic action before institutions respond. "It takes these white-hat, grey-hat hacker types to be the ones to say, 'Look, here you go, take this data and go and do something about it'."

Mr. Essex, whose main research focus is the security of electronic voting systems in the United States, said he tried to access only his own pay stub, whereas Mr. Moufid violated other people's privacy. He noted, however, that Mr. Moufid meant no harm, and said Carleton should be more concerned about hackers who don't write detailed reports.

The University of Ottawa's assistant director of computing services, Valerie Turner, said no system is infallible, but "we believe it is a secure form of distributing the pay stub."

Ms. Turner said the new system is more secure than the old paper-distribution model, which was more vulnerable to human error. The electronic system is also more environmentally friendly, she said.



CREDIT: Bruno Schlumberger, The Ottawa Citizen

Student Aleks Essex says he tried to politely point out a security flaw to the University of Ottawa regarding its pay stubs, but was ignored.

Mr. Essex said the university's new system sends out pay stubs by e-mail, requiring a password. The password, he said, is your birthday plus the last three digits of your social insurance number, and it cannot be changed. He said the number of password possibilities is relatively small and can be easily figured out by a computer program that tests all numeric possibilities. The system allows for unlimited attempts at the password, "so anybody who gets a hold of your e-mail is going to be able to pound on this thing."

Gaining access to someone's pay stub may not, in itself, "be a big deal," he said, but he warned that "database aggregation," where pieces of information from different sources are put together, could lead to a more dangerous situation.

"This may not be as dramatic as the attack at Carleton, (but) the main issue is to get people to say, 'Look, when you have this stuff being brought to your attention, what do you do about it? Do you blow it off or do you sit down and actually focus on a solution?' "

Ms. Turner said the university has received no formal complaints about the system. "If one of our clients wanted to come forward to discuss specific security concerns, we would be absolutely willing to discuss it."

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.